

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **82 (1990)**

Heft 4

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Présentation

*par Marc Vuilleumier**

Les bouleversements qu'a connus et que connaîtra encore l'Europe ne resteront pas sans conséquences pour la Suisse. Celle-ci, d'une manière ou d'une autre, chacun en convient, ne pourra demeurer longtemps à l'écart des profondes transformations qui ont débuté en 1989. Comment et de quelle manière s'intégrera-t-elle à l'Europe de demain, que sera celle-ci: l'Europe sociale, l'Europe des travailleuses et des travailleurs ou alors celle des banques et des multinationales? Pour le moment, il serait vain de se le cacher, c'est plutôt la seconde dont les traits se dessinent à l'horizon. Ce qui est certain, c'est que le processus d'intégration européenne ne se fera pas sans la disparition des protections dont jouissent, chez nous, de nombreux secteurs (agriculture, professions diverses...); qu'il signifiera également, à l'échelle européenne, une libéralisation du marché du travail, c'est-à-dire, pour les salariés, la possibilité d'aller travailler où ils le souhaitent, là où ils trouveront les conditions les plus avantageuses. Cela ne se produira probablement pas du jour au lendemain et il serait hasardeux de prévoir la durée des étapes. Mais, si les dates des échéances demeurent encore floues (sauf pour la CE des 12), la direction, elle, est certaine.

Or de tels changements se traduiront par de véritables bouleversements à l'intérieur de la Suisse, comme d'ailleurs dans les autres pays européens. Le démantèlement en cours de nombreux secteurs industriels dans les pays de l'Est, déclarés obsolètes et non rentables, y multiplie le nombre de chômeurs; cette main-d'œuvre disponible pourra faire pression sur les salaires des pays industriels plus avancés, et cela d'une double manière: soit par l'émigration directe vers ces pays; soit parce que les capitalistes occidentaux estimeront plus profitable de transférer certaines productions dans des régions où les coûts salariaux sont moins élevés, d'où, chez nous,

* Historien